

SIMONE WEIL

GREVES

ET

JOIE PURE

GRÈVES ET JOIE PURE

SIMONE WEIL

GRÈVES ET JOIE PURE

UNE ARME NOUVELLE :
LES OCCUPATIONS D'USINE, 1936



LIBERTALIA

DERNIERS LIVRES PARUS DANS LA COLLECTION « À BOULETS ROUGES »

DOMINIQUE VIDAL
Le Ventre est encore fécond

MAURICE RAJSFUS
Je n'aime pas la police de mon pays

COLLECTIF
Manifeste des chômeurs heureux

MATHIEU RIGOUSTE
Les Marchands de peur

NICOLAS DE LA CASINIÈRE
Les Prédateurs du béton

GUILLAUME GOUTTE
Tout pour tous !

SÉBASTIEN FONTENELLE
Éditocrates sous perfusion

JOHN HOLLOWAY
Lire la première phrase du Capital

NICOLAS DE LA CASINIÈRE
Services publics à crédit

Actualités & catalogue complet : editionslibertalia.com

© Éditions Libertalia, 2016

SOUFFLER SUR LES ÉTINCELLES

Dans le numéro daté du 10 juin 1936 de la revue syndicaliste La Révolution prolétarienne figurait un article intitulé « La vie et la grève des ouvrières métallo ». Signé « S. Galois », ce texte portait sur les grèves avec occupations d'usine ayant cours dans toute la France.*

Rapidement, celui-ci fut repris dans une brochure des Cahiers de Terre libre (n° 7, 15 juillet 1936) de l'anarchiste André Prudhommeaux avec un autre titre : « Sur le tas – Souvenirs d'une exploitée ». Dans les deux intitulés se lisait la double préoccupation de l'auteur : une terrible description de la condition ouvrière au quotidien et la radicale nouveauté de ces grèves avec occupations. En fait, S. Galois était un pseudonyme de la jeune philosophe Simone Weil, née en 1909, en contact avec La Révolution prolétarienne depuis 1931. Alors que ses autres articles étaient signés de son nom, elle avait choisi ce pseudonyme en hommage au mathématicien Évariste Galois

*Revue fondée en janvier 1925 par Pierre Monatte et ses amis, en rupture avec le parti communiste en voie de stalinisation.

pour ne pas compromettre une éventuelle nouvelle expérience de travail en usine, comme elle venait de le faire. Après sa mort, en 1943, l'article en question fut intégré au recueil de textes intitulé La Condition ouvrière, un livre qui parut pour la première fois en 1951 dans la collection «Espoir» dirigée par Albert Camus. Il devint, avec L'Enracinement (1949), l'un des plus célèbres de la philosophe.

L'article de La Révolution prolétarienne était souvent cité dès que l'on évoquait l'ambiance des premiers jours du Front populaire vue des usines. Voilà ce que l'on peut dire brièvement sur l'histoire éditoriale du premier, et du plus connu, des textes du présent recueil.*

*Morte le 24 août 1943 en Grande-Bretagne à 34 ans, la courte vie de Simone Weil est d'une intensité telle que « c'est une entreprise à désespérer, de vouloir en donner une image à peu près fidèle** ». Disons ici seulement qu'en juin 1936, Simone Weil a*

**Un exemple, parmi beaucoup d'autres : RABAUT Jean, Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944), Libertalia, 2016.*

***Simone Pétrement, sa principale biographe après avoir été sa condisciple et son amie, l'affirme dans la préface de son livre qui compte deux volumes de plus de 400 pages chacun. Lire PÉTREMENT Simone, La Vie de Simone Weil, vol. I, Fayard, 1978, p. 9 (désormais SP I, suivi du numéro de page).*

tout juste 27 ans et qu'elle est depuis toujours émue par les injustices sociales, son instinct la portant spontanément « du côté des déshérités ». Elle a déjà écrit plusieurs articles remarquables dans des revues de gauche et d'extrême gauche. Ainsi, après la publication de son étude « Perspectives » dans La Révolution prolétarienne du 25 août 1933 – à laquelle la rédaction de la revue avait ajouté le sous-titre « Allons-nous vers la révolution prolétarienne? », elle fut critiquée par certains pour son pessimisme. D'autres, et non des moindres, l'admiraient profondément : « Marcel Martinet, écrit Simone Pétrement, dit à Urbain Thévenon que c'était une œuvre de génie et qu'on n'avait rien écrit de pareil depuis Rosa Luxemburg », tandis que Boris Souvarine disait de Simone Weil qu'elle était « le seul cerveau que le mouvement ouvrier ait eu depuis des années** ».*

La période de grand engagement syndicaliste de Simone Weil prit fin autour de 1934 avec l'achèvement de son « grand œuvre », les Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale et son projet de travailler en usine. Elle-même écrivait

*Préface d'Albertine Thévenon dans WEIL Simone, La Condition ouvrière, Idées/Gallimard, 1979, p. 7.

**SP I, p. 353.

en mars 1934 à son amie Simone Pétrement : « J'ai décidé de me retirer entièrement de toute espèce de politique, sauf pour la recherche théorique. Cela n'exclut pas absolument pour moi la participation éventuelle à un grand mouvement spontané des masses (dans le rang, en soldat), mais je ne veux aucune responsabilité, si mince soit-elle, même indirecte, parce que je suis sûre que tout le sang qui sera versé sera versé en vain et qu'on est battu d'avance . »*

*Elle conserva jusqu'à la fin de ses jours son penchant pour le syndicalisme révolutionnaire comme projet de société décentralisée organisée par en bas et première étape d'une civilisation nouvelle. En effet, pour elle, le syndicalisme n'est pas la « simple administration des intérêts ouvriers », mais, particulièrement en France, des origines à 1914, « un mouvement populaire, aussi mystérieux dans son origine, aussi inimitable qu'une chanson populaire; il a une tradition, un esprit, un idéal; il a ses héros, ses martyrs et presque ses saints, la plupart inconnus; il ne correspond ni à une doctrine, ni à une tactique, ni à une opportunité quelconque, mais aux aspirations et aux besoins du peuple à une certaine période de l'histoire** ».*

*Ibid., p. 401.

** WEIL Simone, Œuvres, Gallimard, « Quarto », 1999, p. 188.

Sans la moindre illusion sur le destin du mouvement syndical, entre pratiques réformistes sans véritable réforme au profit du plus grand nombre et « colonisation » stalinienne qui le rend « docile à l'État russe », elle écrit néanmoins que « les syndicats ouvriers, s'il y reste encore une étincelle de vie véritable, pourraient redevenir peu à peu l'expression de la pensée ouvrière, l'organe de l'honneur ouvrier ».*

Revenons aux prémices des textes reproduits ici. À la fin de 1934, Simone Weil entame une expérience de travail en usine durant laquelle elle s'efforce de tenir un journal quasi quotidien de ce qu'elle est en train de vivre. Ce sont de telles notes qui constituent la première partie de l'article « La vie et la grève des ouvrières métallo ». On retrouve cette expérience vécue et ces réflexions dans le « Journal d'usine », commencé le 4 décembre 1934. La seconde partie, directement sur les grèves avec occupation, est la plus connue et la plus originale. À ce moment-là, Simone Weil a terminé son expérience de travail en usine mais continue à suivre l'actualité sociale et à fréquenter les milieux syndicalistes et libertaires. Ainsi, début juin, elle se rend dans l'usine occupée Sautter-Harlé, à Paris, en compagnie de

* Ibid., p. 1046.

Charles Ridel, un jeune communiste libertaire d'origine belge, connu après-guerre sous un autre pseudonyme, Louis Mercier Vega. Ce dernier raconte comment et en quelle compagnie elle découvre une des usines métallurgiques occupées de Paris : « Elle est pilotée par le militant qui anime le mouvement, Félix Guyard, dit "Lapin", syndicaliste et anarchiste. Elle est frappée par la tenue des grévistes, calmes, joyeux et résolus : par la propreté de l'établissement, dont toutes les machines ont été nettoyées ; par les services de ravitaillement et de cuisine organisés par une équipe de jeunes animateurs du syndicat des cuisiniers, pour la plupart libertaires aussi . » C'est de cette visite, de son engagement syndicaliste des années précédentes et de son expérience directe récente du travail à la chaîne dans les grandes usines métallurgiques de la région parisienne (Alsthom, Renault) que Simone Weil tire la substance de son article. Il est sous-tendu par une notion essentielle dans sa pensée : celle de force. Cette notion, comme elle l'écrit elle-même, « est loin d'être simple, et cependant elle est la première à élucider pour poser les problèmes sociaux** ». Distinguant*

*Louis Mercier Vega, « Simone Weil sur le front d'Aragon », dans JACQUIER Charles (dir.), Simone Weil, l'expérience de la vie et le travail de la pensée, Arles, Sulliver, 1998, p. 145.

** Simone Weil, « Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale », dans Oppression et liberté, Gallimard, « Espoir », 1981 (1955), p. 88.

ce qui concerne les rapports des hommes avec la nature – « la nature résiste, mais elle ne se défend pas » – des rapports sociaux, elle affirme : « Conserver la puissance est, pour les puissants, une nécessité vitale, puisque c’est leur puissance qui les nourrit ; or ils ont à la conserver à la fois contre leurs rivaux et contre leurs inférieurs, lesquels ne peuvent pas ne pas chercher à se débarrasser de maîtres dangereux ; car, par un cercle sans issue, le maître est redoutable à l’esclave du fait même qu’il le redoute, et réciproquement . »*

C’est ce jeu de forces entre dominants et dominés, exploités et exploités qui est essentiel pour comprendre ces grèves. Du fait des ravages de la guerre de 1914-1918, de l’échec des mouvements sociaux d’après-guerre, de la division ouvrière et de la crise économique de 1929, la classe ouvrière avait été asservie, dominée, muselée ; désormais, elle prenait conscience de sa force et relevait la tête. Il fallait donc comprendre la nature du mouvement en cours afin de lui donner des perspectives d’avenir.

Deux visions différentes coexistaient chez les militants révolutionnaires de ces années-là. Pour Trotski, ainsi que le proclame le titre de l’article qu’il écrit le 9 juin 1936 : « La révolution française a commencé. »

**Ibid., p. 91.*

Ce qui est en train de se passer, « ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution ». Et la lutte sociale en cours « doit aboutir, soit à la plus grande des victoires, soit au plus terrible des écrasements ». Pour d'autres, comme Pierre Monatte, le mouvement de grève est le signe que « la classe ouvrière reprend confiance en elle », selon le titre de son article de La Révolution prolétarienne (n° 225-226, 25 juin-10 juillet 1936)**. C'est le troisième grand mouvement de grève que l'auteur, syndicaliste révolutionnaire depuis le début du XX^e siècle, voit dans sa vie, après celui de 1906, puis des années 1919-1920, et il estime que « tout le monde est d'accord sur l'importance extraordinaire du mouvement de grève de mai-juin ». S'appuyant sur l'article de Simone Weil publié quinze jours auparavant, il considère que celui-ci :*

« [...] en a montré la cause profonde et le facteur décisif. L'esclavage dans l'usine moderne, la souffrance

* www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf7.htm

** www.marxists.org/francais/monatte/works/1936/06/monatte_19360625.htm; toutes les citations suivantes en sont tirées.

accumulée pendant des années, tout ce que le patronat avait réussi à imposer depuis la défaite ouvrière de 1919-1920, sur laquelle étaient venues s'appesantir la rationalisation, puis la crise économique, voilà la cause profonde, la cause essentielle des dernières grèves. Le facteur décisif de leur déclenchement, ç'a été la venue du gouvernement de Front populaire. Enfin la police ne serait plus au service du patron ! Enfin le gouvernement serait, sinon bienveillant, au moins neutre ! Du coup, on n'a pas eu la force de supporter plus longtemps. Pas même d'attendre que le nouveau gouvernement soit formé. La grande détente s'est produite. Ç'a été la grève de la métallurgie parisienne. Puis son extension à presque toutes les corporations de l'industrie privée. [...] De la région parisienne, la grève a gagné tout le pays. Une même souffrance, jointe à une même espérance, a trouvé son expression dans une forme nouvelle de grève ».

Et c'est justement ce dernier aspect qui est essentiel dans l'article de Simone Weil : l'insistance sur le côté novateur de la grève, avec les occupations d'usine et l'ambiance de joie dans lesquelles elles se déroulent. Sur le premier point, quelque temps auparavant, des militants bien informés avaient remarqué l'apparition

« de nouvelles formes d'action directe adaptées aux nécessités de la crise », en précisant :

« Dans certains mouvements revendicatifs qui se sont produits en France, en Angleterre, en Belgique, en Hongrie, en Suisse, etc., les ouvriers ont occupé pendant plusieurs jours les usines ou les mines. Ils ont choisi eux-mêmes en dehors et contre la bureaucratie syndicale cette forme d'action, parce qu'ils estimaient avec juste raison que cette pression serait plus sensible aux capitalistes que "la grève dans le calme et la dignité"* . »

C'est également comme une nouvelle forme d'action directe qu'Édouard Berth, penseur du syndicalisme révolutionnaire et disciple de Georges Sorel, analysera les occupations d'usine dans les colonnes de *La Révolution prolétarienne***.

Quelques jours après son passage chez Sautter-Harlé, Simone Weil se rend aux usines Renault et

*René Lefeuve, « Bilan et perspectives du mouvement syndical unifié », *La Gauche révolutionnaire*, 25 février 1936.

**Édouard Berth, « La nouvelle tactique syndicaliste : les occupations d'usine », *La Révolution prolétarienne*, n° 234, 10 novembre 1936, p. 3-9 sur les caractéristiques des occupations d'usine, lire DANOS Jacques et GIBELIN Marcel, *Juin 36*, Pantin, Les Bons Caractères, 2006 (1952), p. 164-171.

pénètre illégalement dans les locaux pour se rendre compte directement de l'état d'esprit des ouvriers. À chaud, elle écrit un projet d'article sur la signature de la convention collective de la métallurgie où elle se préoccupe avant tout de tirer le bilan de ces événements et de trouver un débouché pérenne à la victoire des métallos. Avec une grande lucidité, elle souligne, en particulier, qu'« à part l'institution des délégués ouvriers, rien n'a été fait pour rendre la vie à l'usine moins accablante ». Et insiste sur l'action que devraient avoir ces derniers en lien avec les ouvriers par le biais de la création de cercles d'études « ouverts à tous sans distinction ».

Au mois d'août, elle est l'une des premières à signaler l'action du gouvernement de Front populaire pour circonvenir de nouvelles grèves avec les conséquences néfastes que cela aura nécessairement. En octobre, elle s'inquiète aussi du manque de fermeté des organisations ouvrières et d'un « appel au calme » malvenu de la CGT.

Elle propose comme objectif au mouvement syndical le contrôle ouvrier afin d'éviter que la résistance à l'offensive du patronat « prenne la forme d'une lutte dispersée ». En effet, dès l'été, le patronat prépare sa contre-offensive qui se traduit au mois de septembre par un conflit

important dans l'usine Sautter-Harlé. Le gouvernement et les partis de gauche apporteront, chacun à leur manière, leur concours à cette contre-offensive**. Elle se poursuivra par plusieurs épisodes comme la répression de la manifestation de Clichy ou l'échec de la grève chez Goodrich jusqu'à celui de la grève générale, mal préparée, de novembre 1938 qui laisse le mouvement syndical exsangue quelques mois avant le début d'une nouvelle guerre mondiale***. Au cours de celle-ci, Simone Weil estime que « les syndicats ouvriers ont trahi leur [mission] en négligeant la protection des misérables pour se tourner vers la défense des intérêts. [...] La mise au pas [par Vichy] des syndicats transformés en organisations uniques et obligatoires était l'aboutissement naturel, inévitable de ce changement d'esprit**** ».*

*Lire Pierre Monatte, « La contre-attaque du patronat », *La Révolution prolétarienne*, n° 234, 10 novembre 1936, p. 13-14, ainsi que les deux comptes rendus du conflit chez Sautter-Harlé dans cette même revue (n° 232, 10 octobre 1936, p. 13-14 et n° 234, 10 novembre 1936, p. 15-16).

**Lire GUÉRIN Daniel, *Front populaire, révolution manquée*, Marseille, Agone, « Mémoires sociales », 2013.

***Sur la manifestation de Clichy, lire BOUCHENOT Matthias, *Tenir la rue*, Libertalia, 2014; sur les grèves de 1937-1938 et leur contexte, lire, notamment, Marceau Pivert, « Que s'est-il passé aux usines Goodrich? », *Cahiers rouges*, janvier 1938 : <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1938-que-s'est-il-passe-aux-usines-goodrich-pivert/> et Charles Ridet, « Quand les grévistes ne dirigent pas leur grève », *La Révolution prolétarienne*, n° 270, 10 mai 1938, p. 1-4.

****WEIL Simone, *Œuvres*, op. cit., p. 1065.

Pourtant, contre ce syndicalisme dévoyé, Simone Weil continue de penser que son opposé constitue toujours un chemin à suivre : « Les faibles restes de ce syndicalisme [révolutionnaire] sont au nombre des étincelles sur lesquelles il est le plus urgent de souffler . »*

Relire aujourd'hui d'un même mouvement ces quelques articles de Simone Weil, c'est mieux comprendre ce qui fait la radicale nouveauté d'une éphémère mais grande victoire ouvrière du fait de la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'action directe avec les occupations d'usine. C'est aussi prendre conscience que, derrière la mythologie des conquêtes ouvrières octroyées par un « bon » gouvernement de gauche, ces dernières ont été en fait gagnées par les travailleurs eux-mêmes grâce à la grève générale et à l'action directe.

C'est enfin étudier comment le pouvoir et le patronat se sont employés à la réduire avec méthode et célérité. On nous permettra de considérer que ces leçons ne sont pas minces, aussi bien pour réévaluer le passé que pour juger plus lucidement le jeu des rapports de force entre les protagonistes des conflits sociaux, la portée réelle et les enjeux des luttes ouvrières jusqu'à nos jours.

Charles Jacquier.

*Ibid., p. 1057.

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

Vive la grève !

par J.-P. FINIDORI



La vie et la grève des ouvrières métallos

par S. GALOIS



La politique sociale de l'Église

par Madeleine HÉRARD

LA VIE ET LA GRÈVE
DES OUVRIÈRES MÉTALLOS

Enfin, on respire! C'est la grève chez les métallos. Le public qui voit tout ça de loin ne comprend guère. Qu'est-ce que c'est? Un mouvement révolutionnaire? Mais tout est calme. Un mouvement revendicatif? Mais pourquoi si profond, si général, si fort, et si soudain?

Quand on a certaines images enfoncées dans l'esprit, dans le cœur, dans la chair elle-même, on comprend. On comprend tout de suite. Je n'ai qu'à laisser affluer les souvenirs.

Un atelier, quelque part dans la banlieue, un jour de printemps, pendant ces premières chaleurs si accablantes pour ceux qui peinent. L'air est lourd d'odeurs de peinture et de vernis. C'est ma première journée dans cette usine. Elle m'avait paru accueillante, la veille : au bout de toute une journée passée à arpenter les rues, à présenter des certificats inutiles, enfin ce bureau d'embauche avait bien voulu de moi. Comment se défendre, au premier instant, d'un sentiment

de reconnaissance? Me voici sur une machine. Compter cinquante pièces... les placer une à une sur la machine, d'un côté, pas de l'autre... manier à chaque fois un levier... ôter la pièce... en mettre une autre... encore une autre... compter encore... Je ne vais pas assez vite. La fatigue se fait déjà sentir. Il faut forcer, empêcher qu'un instant d'arrêt sépare un mouvement du mouvement suivant. Plus vite, encore plus vite! Allons bon! Voilà une pièce que j'ai mise du mauvais côté. Qui sait si c'est la première? Il faut faire attention. Cette pièce est bien placée. Celle-là aussi. Combien est-ce que j'en ai fait les dernières dix minutes? Je ne vais pas assez vite. Je force encore. Peu à peu, la monotonie de la tâche m'entraîne à rêver. Pendant quelques instants, je pense à bien des choses. Réveil brusque : combien est-ce que j'en fais? Ça ne doit pas être assez. Ne pas rêver. Forcer encore. Si seulement je savais combien il faut en faire! Je regarde autour de moi! Personne ne lève la tête, jamais. Personne ne sourit. Personne ne dit un mot. Comme on est seul! Je fais quatre cents pièces à l'heure. Savoir si c'est assez? Pourvu que je tienne à cette cadence, au moins... La sonnerie de midi, enfin. Tout le

monde se précipite à la pendule de pointage, au vestiaire, hors de l'usine. Il faut aller manger. J'ai encore un peu d'argent, heureusement. Mais il faut faire attention. Qui sait si on va me garder ici? Si je ne chômerai pas encore des jours et des jours? Il faut aller dans un de ces restaurants sordides qui entourent les usines. Ils sont chers, d'ailleurs. Certains plats semblent assez tentants, mais ce sont d'autres qu'il faut choisir, le meilleur marché. Manger coûte un effort encore. Ce repas n'est pas une détente. Quelle heure est-il? Il reste quelques moments pour flâner. Mais sans s'écarter trop : pointer une minute en retard, c'est travailler une heure sans salaire. L'heure avance. Il faut rentrer. Voici ma machine. Voici mes pièces. Il faut recommencer. Aller vite... Je me sens défaillir de fatigue et d'écœurement. Quelle heure est-il? Encore deux heures avant la sortie. Comment est-ce que je vais pouvoir tenir? Voilà que le contremaître s'approche. « Combien en faites-vous? Quatre cents à l'heure? Il en faut huit cents. Sans quoi je ne vous garderai pas. Si à partir de maintenant vous en faites huit cents, je consentirai peut-être à vous garder. » Il parle sans élever la voix. Pourquoi élèverait-il la voix, quand

d'un mot il peut provoquer tant d'angoisse? Que répondre? « Je tâcherai. » Forcer. Forcer encore. Vaincre à chaque seconde ce dégoût, cet écœurement qui paralysent. Plus vite. Il s'agit de doubler la cadence. Combien en ai-je fait, au bout d'une heure? Six cents. Plus vite. Combien, au bout de cette dernière heure? Six cent cinquante. La sonnerie. Pointer, s'habiller, sortir de l'usine, le corps vidé de toute énergie vitale, l'esprit vide de pensée, le cœur submergé de dégoût, de rage muette, et par-dessus tout cela d'un sentiment d'impuissance et de soumission. Car le seul espoir pour le lendemain, c'est qu'on veuille bien me laisser passer encore une pareille journée. Quant aux jours qui suivront, c'est trop loin. L'imagination se refuse à parcourir un si grand nombre de minutes mornes.

Le lendemain, on veut bien me laisser me remettre à ma machine, quoique je n'aie pas fait la veille les huit cents pièces exigées. Mais il va falloir les faire ce matin. Plus vite. Voilà le contremaître. Qu'est-ce qu'il va me dire? « Arrêtez. » J'arrête. Qu'est-ce qu'on me veut? Me renvoyer? J'attends un ordre. Au lieu d'un ordre, il vient une sèche réprimande, toujours sur le même ton bref. « Dès

qu'on vous dit d'arrêter, il faut être debout pour aller sur une autre machine. On ne dort pas ici. » Que faire? Me taire. Obéir immédiatement. Aller immédiatement à la machine qu'on me désigne. Exécuter docilement les gestes qu'on m'indique. Pas un mouvement d'impatience : tout mouvement d'impatience se traduit par de la lenteur ou de la maladresse. L'irritation, c'est bon pour ceux qui commandent, c'est défendu à ceux qui obéissent. Une pièce. Encore une pièce. Est-ce que j'en fais assez? Vite. Voilà que j'ai failli louper une pièce. Attention! Voilà que je ralentis. Vite. Plus vite...

Quels souvenirs encore? Il n'en vient que trop pêle-mêle. Des femmes qui attendent devant une porte d'usine. On ne peut entrer que dix minutes avant l'heure, et quand on habite loin, il faut bien venir une vingtaine de minutes en avance, pour ne pas risquer une minute de retard. Un portillon est ouvert, mais officiellement, « ce n'est pas ouvert ». Il pleut à torrents. Les femmes sont dehors sous la pluie, devant cette porte ouverte. Quoi de plus naturel que de s'abriter quand il pleut et que la porte d'une maison est ouverte? Mais ce mouvement si naturel, on ne pense même pas à le faire devant cette usine, parce que c'est défendu.

Aucune maison étrangère n'est si étrangère que cette usine où on dépense quotidiennement ses forces pendant huit heures.

Une scène de renvoi. On me renvoie d'une usine où j'ai travaillé un mois, sans qu'on m'ait jamais fait aucune observation. Et pourtant on embauche tous les jours. Qu'est-ce qu'on a contre moi? On n'a pas daigné me le dire. Je reviens à l'heure de la sortie. Voilà le chef d'atelier. Je lui demande bien poliment une explication. Je reçois comme réponse : « Je n'ai pas de comptes à vous rendre », et aussitôt il s'en va. Que faire? Un scandale? Je risquerais de ne trouver d'embauche nulle part. Non, m'en aller bien sagement, recommencer à arpenter les rues, à stationner devant les bureaux d'embauche et, à mesure que les semaines s'écoulaient, sentir croître, au creux de l'estomac, une sensation qui s'installe en permanence et dont il est impossible de dire dans quelle mesure c'est de l'angoisse et dans quelle mesure de la faim.

Quoi encore? Un vestiaire d'usine, au cours d'une semaine rigoureuse d'hiver. Le vestiaire n'est pas chauffé. On entre là-dedans, quelquefois juste après avoir travaillé devant un four. On a un mouvement de recul, comme devant un bain froid.

Mais il faut entrer. Il faut passer là dix minutes. Il faut mettre dans l'eau glacée des mains couvertes de coupures, où la chair est à vif, il faut les frotter vigoureusement avec de la sciure de bois pour ôter un peu l'huile et la poussière noire. Deux fois par jour. Bien sûr, on supporterait des souffrances encore plus pénibles, mais celles-ci sont si inutiles ! Se plaindre à la direction ? Personne n'y songe un seul instant. « Ils se foutent bien de nous. » C'est vrai ou ce n'est pas vrai – mais en tout cas c'est bien l'impression qu'ils nous donnent. On ne veut pas risquer de se faire rembarrer. Plutôt souffrir tout cela en silence. C'est encore moins douloureux.

Des conversations, à l'usine. Un jour, une ouvrière amène au vestiaire un gosse de neuf ans. Les plaisanteries fusent. « Tu l'amènes travailler ? » Elle répond : « Je voudrais bien qu'il puisse travailler. » Elle a deux gosses et un mari malade à sa charge. Elle gagne bien de trois à quatre francs de l'heure. Elle aspire au moment où enfin ce gosse pourra être enfermé à longueur de journée dans une usine pour rapporter quelques sous. Une autre, bonne camarade et affectueuse, qu'on interroge sur sa famille. « Vous avez des gosses ? — Non, heureusement. C'est-à-dire, j'en avais un, mais il

est mort. » Elle parle d'un mari malade qu'elle a eu huit ans à sa charge. « Il est mort, heureusement... » C'est beau les sentiments, mais la vie est trop dure...

Des scènes de paie. On défile comme un troupeau, devant le guichet, sous l'œil des contre-mâîtres. On ne sait pas ce qu'on touchera : il y aurait toujours à faire des calculs tellement compliqués que personne ne s'en sort, et il y a souvent de l'arbitraire. Impossible de se défendre du sentiment que ce peu d'argent qu'on vous passe à travers le guichet est une aumône.

La faim. Quand on gagne trois francs de l'heure, ou même quatre francs, ou même un peu plus, il suffit d'un coup dur, une interruption de travail, une blessure, pour devoir pendant une semaine ou plus travailler en subissant la faim. Pas la sous-alimentation, qui peut, elle, se produire en permanence, même sans coup dur – la faim. La faim jointe à un dur travail physique, c'est une sensation poignante. Il faut travailler aussi vite que d'habitude, sans quoi on ne mangera pas encore assez la semaine suivante. Et par-dessus le marché, on risque de se faire engueuler pour production insuffisante. Peut-être renvoyer. Ce ne sera pas

une excuse de dire qu'on a faim. On a faim, mais il faut quand même satisfaire les exigences de ces gens par qui on peut en un instant être condamné à avoir encore plus faim. Quand on n'en peut plus, on n'a qu'à forcer. Toujours forcer. En sortant de l'usine, rentrer aussitôt chez soi pour éviter la tentation de dîner, et attendre l'heure du sommeil, qui d'ailleurs sera troublé parce que même la nuit on a faim. Le lendemain, forcer encore. Tous ces efforts, ils auront leur contrepartie : les quelques billets, les quelques pièces qu'on recevra au travers d'un guichet. Que demander d'autre? On n'a droit à rien d'autre. On est là pour obéir et se taire. On est au monde pour obéir et se taire.

Compter sou par sou. Pendant huit heures de travail, on compte sou par sou. Combien de sous rapporteront ces pièces? Qu'est-ce que j'ai gagné cette heure-ci? Et l'heure suivante? En sortant de l'usine, on compte encore sou par sou. On a un tel besoin de détente que toutes les boutiques attirent. Est-ce que je peux prendre un café? Mais ça coûte dix sous. J'en ai déjà pris un hier. Il me reste tant de sous pour la quinzaine. Et ces cerises? Elles coûtent tant de sous. On fait son marché : combien coûtent les pommes

de terre, ici? Deux cents mètres plus loin, elles coûtent deux sous de moins. Il faut imposer ces deux cents mètres à un corps qui se refuse à marcher. Les sous deviennent une obsession. Jamais, à cause d'eux, on ne peut oublier la contrainte de l'usine. Jamais on ne se détend. Ou si on fait une folie – une folie à l'échelle de quelques francs –, on subira la faim. Il ne faut pas que ça arrive souvent : on finirait par travailler moins vite, et par un cercle impitoyable la faim engendrerait encore plus de faim. Il ne faut pas se faire prendre par ce cercle. Il mène à l'épuisement, à la maladie, à la mort. Car quand on ne peut plus produire assez vite, on n'a plus droit à vivre. Ne voit-on pas les hommes de quarante ans refusés partout, à tous les bureaux d'embauche, quels que soient leurs certificats? À quarante ans, on est compté comme un incapable. Malheur aux incapables.

La fatigue. La fatigue, accablante, amère, par moments douloureuse au point qu'on souhaiterait la mort. Tout le monde, dans toutes les situations, sait ce que c'est que d'être fatigué, mais pour cette fatigue-là, il faudrait un nom à part. Des hommes vigoureux, dans la force de l'âge, s'endorment de fatigue sur la banquette du métro. Pas après un

coup dur, après une journée de travail normale. Une journée comme il y en aura une encore le lendemain, le surlendemain, toujours. En descendant dans la rame de métro, au sortir de l'usine, une angoisse occupe toute la pensée : est-ce que je trouverai une place assise ? Ce serait trop dur de devoir rester debout. Mais bien souvent il faut rester debout. Attention qu'alors l'excès de fatigue n'empêche pas de dormir ! Le lendemain il faudrait forcer encore un peu plus.

La peur. Rares sont les moments de la journée où le cœur n'est pas un peu comprimé par une angoisse quelconque. Le matin, l'angoisse de la journée à traverser. Dans les rames de métro qui mènent à Billancourt, vers 6 h 30 du matin, on voit la plupart des visages contractés par cette angoisse. Si on n'est pas en avance, la peur de la pendule de pointage. Au travail, la peur de ne pas aller assez vite, pour tous ceux qui ont du mal à y arriver. La peur de louper des pièces en forçant sur la cadence, parce que la vitesse produit une espèce d'ivresse qui annule l'attention. La peur de tous les menus accidents qui peuvent amener des loupés ou un outil cassé. D'une manière générale, la peur des engueulades. On

s'exposerait à bien des souffrances rien que pour éviter une engueulade. La moindre réprimande est une dure humiliation, parce qu'on n'ose pas répondre. Et combien de choses peuvent amener une réprimande ! La machine a été mal réglée par le régleur ; un outil est en mauvais acier ; des pièces sont impossibles à bien placer : on se fait engueuler. On va chercher le chef à travers l'atelier pour avoir du boulot, on se fait rembarrier. Si on avait attendu à son bureau, on aurait risqué une engueulade aussi. On se plaint d'un travail trop dur ou d'une cadence impossible à suivre, on s'entend brutalement rappeler qu'on occupe une place que des centaines de chômeurs prendraient volontiers. Mais pour oser se plaindre, il faut véritablement qu'on n'en puisse plus. Et c'est ça la pire angoisse, l'angoisse de sentir qu'on s'épuise ou qu'on vieillit, que bientôt on n'en pourra plus. Demander un poste moins dur ? Il faudrait avouer qu'on ne peut plus occuper celui où on est. On risquerait d'être jeté à la porte. Il faut serrer les dents. Tenir. Comme un nageur sur l'eau. Seulement avec la perspective de nager toujours, jusqu'à la mort. Pas de barque par laquelle on puisse être recueilli. Si

on s'enfonce lentement, si on coule, personne au monde ne s'en apercevra seulement. Qu'est-ce qu'on est? Une unité dans les effectifs du travail. On ne compte pas. À peine si on existe.

La contrainte. Ne jamais rien faire, même dans le détail, qui constitue une initiative. Chaque geste est simplement l'exécution d'un ordre. En tout cas pour les manœuvres spécialisés. Sur une machine, pour une série de pièces, cinq ou six mouvements simples sont indiqués, qu'il faut seulement répéter à toute allure. Jusqu'à quand? Jusqu'à ce qu'on reçoive l'ordre de faire autre chose. Combien durera cette série de pièces? Jusqu'à ce que le chef donne une autre série. Combien de temps restera-t-on sur cette machine? Jusqu'à ce que le chef donne ordre d'aller sur une autre. On est à tout instant dans le cas de recevoir un ordre. On est une chose livrée à la volonté d'autrui. Comme ce n'est pas naturel à un homme de devenir une chose, et comme il n'y a pas de contrainte tangible, pas de fouet, pas de chaînes, il faut se plier soi-même à cette passivité. Comme on aimerait pouvoir laisser son âme dans la case où on met le carton de pointage, et la reprendre à la sortie! Mais on ne peut pas. Son

âme, on l'emporte à l'atelier. Il faut tout le temps la faire taire. À la sortie, souvent on ne l'a plus, parce qu'on est trop fatigué. Ou si on l'a encore, quelle douleur, le soir venu, de se rendre compte de ce qu'on a été huit heures durant ce jour-là, et de ce qu'on sera huit heures encore le lendemain, et le lendemain du lendemain...

Quoi encore? L'importance extraordinaire que prend la bienveillance ou l'hostilité des supérieurs immédiats, régisseurs, chef d'équipe, contremaître, ceux qui donnent à leur gré le « bon » ou le « mauvais » boulot, qui peuvent à leur gré aider ou engueuler dans les coups durs. La nécessité perpétuelle de ne pas déplaire. La nécessité de répondre aux paroles brutales sans aucune nuance de mauvaise humeur, et même avec déférence, s'il s'agit d'un contremaître. Quoi encore? Le « mauvais boulot », mal chronométré, sur lequel on se crève pour ne pas « couler » le bon, parce qu'on risquerait de se faire engueuler pour vitesse insuffisante; ce n'est jamais le chronométré qui a tort. Et si ça se produisait trop souvent, on risquerait le renvoi. Et tout en se crevant, on ne gagne à peu près rien, justement parce que c'est du « mauvais boulot ». Quoi encore? Mais

ça suffit. Ça suffit pour montrer ce qu'est une vie pareille, et que si on s'y soumet, c'est, comme dit Homère au sujet des esclaves, « bien malgré soi, sous la pression d'une dure nécessité ».

★ ★ ★

Dès qu'on a senti la pression s'affaiblir, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancœurs, les amertumes silencieusement amassées pendant des années ont constitué une force suffisante pour desserrer l'étreinte. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre.

Des bourgeois intelligents ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement. J'ai entendu moi-même un ouvrier intelligent dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée par les patrons pour gêner ce même gouvernement. Cette rencontre est drôle. Mais aucune provocation n'était nécessaire. On pliait sous le joug. Dès que le joug s'est desserré, on a relevé la tête. Un point c'est tout.

Comment est-ce que ça s'est passé? Oh! bien simplement. L'unité syndicale n'a pas constitué un facteur décisif. Bien sûr, c'est un gros atout,

mais qui joue dans d'autres corporations beaucoup plus que pour les métallos de la région parisienne, parmi lesquels on ne comptait, il y a un an, que quelques milliers de syndiqués. Le facteur décisif, il faut le dire, c'est le gouvernement du Front populaire. D'abord, on peut enfin – enfin ! – faire une grève sans police, sans gardes mobiles. Mais ça, ça joue pour toutes les corporations. Ce qui compte surtout, c'est que les usines de mécanique travaillent presque toutes pour l'État, et dépendent de lui pour boucler le budget. Cela, chaque ouvrier le sait. Chaque ouvrier, en voyant arriver au pouvoir le parti socialiste, a eu le sentiment que, devant le patron, il n'était plus le plus faible. La réaction a été immédiate.

Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement ? Il ne faut pas, à mon avis, chercher là-dessous des manœuvres machiavéliques. Nous ne devons pas non plus, nous autres, nous hâter de conclure que la classe ouvrière se méfie des partis ou du pouvoir d'État. Nous aurions, par la suite, de sérieuses désillusions. Bien sûr, il est réconfortant de constater que les ouvriers aiment encore mieux faire leurs propres affaires que de les confier au

gouvernement. Mais ce n'est pas, je crois, cet état d'esprit qui a déterminé la grève. Non. En premier lieu, on n'a pas eu la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attente sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. C'est que dans ce mouvement il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle. Si le gouvernement avait pu obtenir pleine et entière satisfaction par de simples pourparlers, on aurait été bien moins content. Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Oui, une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai

passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles d'accueil fraternel. Comme on se sent entre camarades dans ces ateliers où, quand j'y travaillais, chacun se sentait tellement seul sur sa machine! Joie de parcourir librement ces ateliers où on était rivé sur sa machine, de former des groupes, de causer, de casser la croûte. Joie d'entendre, au lieu du fracas impitoyable des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines auxquelles on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute. On cesse enfin d'avoir besoin de lutter à tout instant, pour conserver sa dignité à ses propres yeux, contre une tendance presque invincible à se soumettre corps et âme. Joie de voir les chefs se faire familiers par force, serrer des mains, renoncer complètement à donner des ordres. Joie de les voir attendre docilement leur tour pour avoir le

bon de sortie que le comité de grève consent à leur accorder. Joie de dire ce qu'on a sur le cœur à tout le monde, chefs et camarades, sur ces lieux où deux ouvriers pouvaient travailler des mois côte à côte sans qu'aucun des deux sache ce que pensait le voisin. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine – le rythme qui correspond à la respiration, aux battements du cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain – et non à la cadence imposée par le chronométrateur. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. Des souvenirs qui mettront un peu de fierté au cœur, qui laisseront un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

On se détend complètement. On n'a pas cette énergie farouchement tendue, cette résolution mêlée d'angoisse si souvent observée dans les grèves. On est résolu, bien sûr, mais sans

angoisse. On est heureux. On chante, mais pas *L'Internationale*, pas *La Jeune Garde*; on chante des chansons, tout simplement, et c'est très bien. Quelques-uns font des plaisanteries, dont on rit pour le plaisir de s'entendre rire. On n'est pas méchant. Bien sûr, on est heureux de faire sentir aux chefs qu'ils ne sont pas les plus forts. C'est bien leur tour. Ça leur fait du bien. Mais on n'est pas cruel. On est bien trop content. On est sûr que les patrons céderont. On croit qu'il y aura un nouveau coup dur au bout de quelques mois, mais on est prêt. On se dit que si certains patrons ferment leurs usines, l'État les reprendra. On ne se demande pas un instant s'il pourra les faire fonctionner aux conditions désirées. Pour tout Français, l'État est une source de richesse inépuisable. L'idée de négocier avec les patrons, d'obtenir des compromis, ne vient à personne. On veut avoir ce qu'on demande. On veut l'avoir parce que les choses qu'on demande, on les désire, mais surtout parce qu'après avoir si longtemps plié, pour une fois qu'on relève la tête, on ne veut pas céder. On ne veut pas se laisser rouler, être pris pour des imbéciles. Après avoir passivement exécuté tant et tant d'ordres, c'est trop bon de

pouvoir enfin pour une fois en donner à ceux mêmes de qui on les recevait. Mais le meilleur de tout, c'est de se sentir tellement des frères...

Et les revendications, que faut-il en penser ? Il faut noter d'abord un fait bien compréhensible, mais très grave. Les ouvriers font la grève, mais laissent aux militants le soin d'étudier le détail des revendications. Le pli de la passivité contracté quotidiennement pendant des années et des années ne se perd pas en quelques jours, même quelques jours si beaux. Et puis ce n'est pas au moment où pour quelques jours on s'est évadé de l'esclavage qu'on peut trouver en soi le courage d'étudier les conditions de la contrainte sous laquelle on a plié jour après jour, sous laquelle on pliera encore. On ne peut pas penser à ça tout le temps. Il y a des limites aux forces humaines. On se contente de jouir, pleinement, sans arrière-pensée, du sentiment qu'enfin on compte pour quelque chose ; qu'on va moins souffrir ; qu'on aura des congés payés – cela, on en parle avec des yeux brillants, c'est une revendication qu'on n'arrachera plus du cœur de la classe ouvrière –, qu'on aura de meilleurs salaires et quelque chose à dire dans l'usine, et que tout cela, on ne l'aura

pas simplement obtenu, mais imposé. On se laisse, pour une fois, bercer par ces douces pensées, on n'y regarde pas de plus près*^{*}.

Or ce mouvement pose de graves problèmes. Le problème central, à mes yeux, c'est le rapport entre les revendications matérielles et les revendications morales. Il faut regarder les choses en face. Est-ce que les salaires réclamés dépassent les possibilités des entreprises dans le cadre du régime? Et si oui, que faut-il en penser? Il ne s'agit pas simplement de la métallurgie, puisque à juste titre le mouvement revendicatif est devenu général. Alors? Assisterons-nous à une nationalisation progressive de l'économie sous la poussée des revendications ouvrières, à une évolution vers l'économie d'État et le pouvoir totalitaire? Ou à une recrudescence du chômage? Ou à une reculade des ouvriers obligés de baisser la tête une fois de plus sous la contrainte des nécessités économiques? Dans chacun de ces cas, ce beau mouvement aurait une triste issue.

L'astérisque () indique une variante du texte qui figure dans les *Œuvres complètes (Écrits historiques et politiques II [EHP] – L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution, juillet 1934-juin 1937)*, Gallimard, 1991, p. 563, et non reprise ici. Désormais EHP II, suivi du numéro de page. [Toutes les notes sont de l'éditeur.]

J'aperçois, pour moi, une autre possibilité. Il est à vrai dire délicat d'en parler publiquement dans un moment pareil. En plein mouvement revendicatif, on ose difficilement suggérer de limiter volontairement les revendications. Tant pis. Chacun doit prendre ses responsabilités. Je pense, pour moi, que le moment serait favorable, si on savait l'utiliser, pour constituer le premier embryon d'un contrôle ouvrier. Les patrons ne peuvent pas accorder des satisfactions illimitées, c'est entendu ; que du moins ils ne soient plus seuls juges de ce qu'ils peuvent ou disent pouvoir. Que partout où les patrons invoquent comme motif de résistance la nécessité de boucler le budget, les ouvriers établissent une commission de contrôle des comptes constituée par quelques-uns d'entre eux, un représentant du syndicat, un technicien membre d'une organisation ouvrière. Pourquoi, là où l'écart entre leurs revendications et les offres du patronat est grand, n'accepteraient-ils pas de réduire considérablement leurs prétentions jusqu'à ce que la situation de l'entreprise s'améliore, et sous la condition d'un contrôle syndical permanent ? Pourquoi même ne pas prévoir dans le contrat collectif, pour les entreprises qui seraient au bord de la faillite, une dérogation possible aux

clauses qui concernent les salaires, sous la même condition? Il y aurait alors enfin et pour la première fois, à la suite d'un mouvement ouvrier, une transformation durable dans le rapport de force. Ce point vaut la peine d'être sérieusement médité par les militants responsables.

Un autre problème, qui concerne plus particulièrement les bagnes de la mécanique, est lui aussi à considérer. C'est la répercussion des nouvelles conditions de salaires sur la vie quotidienne à l'atelier. Tout d'abord, l'inégalité entre les catégories sera-t-elle intégralement maintenue ou diminuée? Il serait déplorable de la maintenir. L'effacer serait un soulagement, un progrès prodigieux quant à l'amélioration des rapports entre ouvriers. Si on se sent seul dans une usine, et on s'y sent très seul, c'est en grande partie à cause de l'obstacle qu'apportent aux rapports de camaraderie de petites inégalités, grandes par rapport à ces maigres salaires. Celui qui gagne un peu moins jalouse celui qui gagne un peu plus. Celui qui gagne un peu plus méprise celui qui gagne un peu moins. C'est ainsi. Ce n'est pas ainsi pour tous, mais c'est ainsi pour beaucoup. On ne peut pas sans doute encore établir l'égalité, mais du

moins on peut diminuer considérablement les différences. Il faut le faire. Mais ce qui me paraît le plus grave, le voici. On aura, pour chaque catégorie, un salaire minimum. Mais le travail aux pièces est maintenu. Que se passera-t-il alors en cas de « bons coulés », c'est-à-dire au cas où le salaire calculé en fonction des pièces exécutées est inférieur au salaire minimum? Le patron réglera la différence, c'est entendu. La fatigue, le manque de vivacité, la malchance de tomber sur du « mauvais boulot » ou de travailler sur une machine détraquée ne seront plus automatiquement punis par un abaissement presque illimité des salaires. On ne verra plus une ouvrière gagner douze francs dans une journée parce qu'elle aura dû attendre quatre ou cinq heures qu'on ait fini de réparer sa machine. Très bien. Mais il y a à craindre alors qu'à cette injuste punition d'un salaire dérisoire se substitue une punition plus impitoyable, le renvoi. Le chef saura de quels ouvriers il a dû relever le salaire pour observer la clause du contrat, il saura quels ouvriers sont restés le plus souvent au-dessous du minimum. Pourra-t-on l'empêcher de les mettre à la porte pour rendement insuffisant? Les pouvoirs du

délégué d'atelier peuvent-ils s'étendre jusque-là ? Cela me paraît presque impossible, quelles que soient les clauses du contrat collectif. Dès lors, il est à craindre qu'à l'amélioration des salaires corresponde une nouvelle aggravation des conditions morales du travail, une terreur accrue dans la vie quotidienne de l'atelier, une aggravation de cette cadence du travail qui déjà brise le corps, le cœur et la pensée. Une loi impitoyable, depuis une vingtaine d'années, semble faire tout servir à l'aggravation de la cadence.

Je m'en voudrais de terminer sur une note triste. Les militants ont, en ces jours, une terrible responsabilité. Nul ne sait comment les choses tourneront. Plusieurs catastrophes sont à craindre. Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête, la redresser. Ils n'ont pas, quoi qu'on suppose du dehors, des espérances illimitées. Il ne serait même pas exact de parler en général d'espérance. Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises le poids de l'oppression sociale, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égard. Mais ce qui est

illimité, c'est le bonheur présent. Ils se sont enfin affirmés. Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres qu'ils existent. Se soumettre par force, c'est dur; laisser croire qu'on veut bien se soumettre, c'est trop. Aujourd'hui, nul ne peut ignorer que ceux à qui on a assigné pour seul rôle sur cette terre de plier, de se soumettre et de se taire plient, se soumettent et se taisent seulement dans la mesure précise où ils ne peuvent pas faire autrement. Y aura-t-il autre chose? Allons-nous enfin assister à une amélioration effective et durable des conditions du travail industriel? L'avenir le dira; mais cet avenir, il ne faut pas l'attendre, il faut le faire.

La Révolution prolétarienne,
n° 224, 10 juin 1936*.

*Article paru sous le pseudonyme de S. Galois.

N° 7

15-7-1936

Les Cahiers de "TERRE LIBRE"

Publication Mensuelle

SUR LE TAS

Souvenirs d'une exploitée

par S. Galois

(Simone Weil)



Prix : 30 centimes

La Série 1936 : 3 fr. 50

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE « LA LABORIEUSE »

24, rue Emile-Jaques, 29

NIMES

LA VICTOIRE DES MÉTALLOS

Les métallos ont donc leur victoire, la victoire qu'ils ont gagnée. Leur élan l'a gagnée, leur chaleureuse camaraderie, leur fierté qui n'a pas cédé, leur endurance à travers de dures souffrances physiques supportées joyeusement. Il leur fallait cette victoire. Il ne fallait à aucun prix qu'ils aient le sentiment de se résigner à un compromis, même le compromis signé par la CGT, même un compromis meilleur. Si la plus petite nuance d'humiliation avait accompagné la reprise du travail, le contraste entre cette humiliation et l'élan de fierté qui avait fait partir cette grève aurait été trop dur. Il aurait brisé les courages.

Qu'est-ce qui a été acquis? D'abord le sentiment même de la victoire. Les patrons ont cédé. Ils ont obéi. Pendant quelque temps encore, quoi qu'il arrive, on n'aura plus dans les usines ce sentiment de faiblesse totale et d'abandon qui pesait sur tous les instants. On n'aura plus l'impression mêlée d'angoisse qu'on est là pour céder, et céder sans limites. On obéit de

nouveau, mais avec la résolution bien ferme d'arrêter au premier coup dur.

La méthode de la lutte est aussi une conquête. Non pas seulement du point de vue de la tactique. Bien sûr, la tactique était excellente, quoiqu'on ne sache pas ce qu'elle pourrait donner sous un gouvernement hostile ; il faudrait, à ce sujet, étudier de très près comment les choses se sont passées en Belgique, au cours des dernières grèves*. Mais en dehors de toute question de tactique, l'occupation des usines est quelque chose d'infiniment précieux.

Pour la première fois, les ouvriers se sont sentis chez eux dans ces usines où jusque-là tout leur rappelait tout le temps qu'ils étaient chez autrui. Oui, à chaque instant de la journée de travail quelque petit détail douloureux vient rappeler à l'ouvrier sur sa machine qu'il n'est pas chez lui. Ces hommes, ces femmes, qui tous les jours de leur vie ont appartenu à l'usine, pendant quelques jours l'usine leur a appartenu. Et c'est là la tragédie d'une telle

* En juin 1936, les dockers du port d'Anvers, suivis par les métallos et les mineurs, déclenchent une grève « sauvage » qui se généralise rapidement au reste de la Belgique. Soutenue par les syndicats socialistes et chrétiens, elle aboutit, début juillet, à l'adoption d'une semaine de congés payés et à des augmentations de salaire.

existence : pour qu'ils se sentent chez eux à l'usine, il faut que l'usine s'arrête. Maintenant que de nouveau les machines tournent, ils se retrouvent sous la même contrainte. Mais du moins, cette tragédie, ils peuvent en prendre conscience. Ils ont senti une fois ce qu'une usine devrait être. Pour la première fois de leur vie la vue de l'usine, des ateliers, des machines a été une joie. Jusqu'ici on souffrait comme des enfants malades qui se sentent trop impuissants pour chercher de quoi ils souffrent. Maintenant on peut enfin comprendre ce qui manque. Ce qui manque, ce qu'il nous faudrait, c'est de pouvoir éprouver, dans des usines où les machines tournent, les mêmes sentiments de fierté, de dignité, de liberté, de chaleureuse camaraderie qui ont rendu si beaux ces jours passés dans les usines arrêtées.

Ce souvenir ne devra pas périr. Le poids lourd et morne de la vie quotidienne à l'usine ne devra pas l'éteindre. Il ne faut pas qu'un élan soit brisé par le retour aux dures réalités. Il ne faut pas non plus qu'il s'use en petites frictions, en irritations quotidiennes, en conflits disséminés. Et il ne faut pas non plus qu'il nous mène à une impasse. On ne doit pas se le dissimuler, la situation est grave. Elle

est grave, parce qu'il y a disproportion entre le sentiment de la victoire et les avantages effectivement obtenus. Une telle disproportion, en un pareil moment, est quelque chose d'extrêmement dangereux. Pendant cette grève, dont l'ampleur a surpris tout le monde, ni les ouvriers, tout entiers à la joie de respirer librement, ni les militants, débordés et harcelés de préoccupations immédiates*, n'ont eu le loisir d'étudier les conditions d'une amélioration effective et durable de la condition ouvrière**. On a simplement arraché au patronat des concessions correspondant en gros aux désirs confusément exprimés par les masses ouvrières. C'est beaucoup. Ce n'est pas assez. Cette étude qui n'a pu être faite, il faut la faire. La faire immédiatement, à fond. Et passer tout de suite aux applications. Sans quoi la victoire remportée par les ouvriers fondrait entre leurs mains, et le réveil serait terrible***.

* Daniel Guérin rend bien compte du rôle des militants syndicalistes de terrain durant les grèves de 1936 en tant que responsable du Comité de propagande et d'action syndicale des Lilas dans *Front populaire, révolution manquée*, Agone, « Mémoires sociales », 2013, p. 172-178.

** Il s'agit d'une préoccupation constante de Simone Weil ; elle avait motivé son expérience en usine afin de connaître, de l'intérieur, la condition ouvrière et d'étudier les moyens de l'améliorer au quotidien.

*** EHP II, p. 564.

En dehors des salaires, la question essentielle que pose le régime actuel de la production industrielle, c'est la situation morale des ouvriers dans les usines. Les maux à combattre sont faciles à définir. Le salaire aux pièces. La cadence inhumaine du travail, qui vide la vie d'un ouvrier, jour après jour, de tout ce qui pourrait lui donner une valeur. La subordination, qui repose uniquement sur la terreur et la contrainte la plus brutale, sans qu'il soit jamais fait appel aux vertus de courage, de bon sens et de discipline que pourtant les ouvriers, dans l'ensemble, possèdent et exercent silencieusement tous les jours. La puissance arbitraire et exorbitante des supérieurs immédiats, régisseurs et chefs subalternes, à qui il ne faut pas déplaire, de qui il faut subir, le plus souvent, toutes les menues humiliations qu'ils peuvent avoir fantaisie d'infliger. La passivité, la succession machinale des gestes, l'absence complète de responsabilité ou d'initiative dans le travail. Tous ces maux s'enchevêtrent et sont inextricablement liés les uns aux autres. Il faut le reconnaître, à part l'institution des délégués ouvriers, infiniment précieuse, mais qui vaudra ce qu'on la fera valoir, le contrat collectif ne prévoit pas grand-chose pour les limiter.

Le salaire minimum de garantie était une revendication profondément enracinée dans l'âme ouvrière. Elle résume à elle seule, quoique confusément, une réaction contre plusieurs de ces misères morales. La garantie d'un salaire minimum assez proche du salaire moyen, cela impliquerait presque la suppression du travail aux pièces, qui subsisterait nominalement mais auquel serait substitué, en fait, le travail à l'heure avec primes. L'obsession des sous, du « bon » boulot et de la vitesse disparaîtrait. L'ouvrier qui « y arrive » et celui qui « n'y arrive pas » ne seraient plus séparés par un abîme ; la jalousie d'un côté, le mépris de l'autre s'atténueraient singulièrement. La cadence se ralentirait inévitablement, parce qu'il n'importerait plus de couler un bon de peu ou de beaucoup. Les interruptions forcées dans le travail, qui se produisent continuellement, ne causeraient plus d'angoisse, cette angoisse qui pesait sur toutes les heures de la journée de travail. Car la vie de l'ouvrier à l'usine est faite de deux souffrances morales intolérables, en apparence incompatibles, mais qui en fait, loin de s'atténuer réciproquement, s'ajoutent : l'ennui d'une morne et impitoyable monotonie, et la peur perpétuelle des incidents de tout ordre qui risquent

d'entraver le travail. C'est cette angoisse diffuse, cette tension continuelle des nerfs qui a suscité le profond désir d'un salaire garanti. Et surtout les rapports humains dans l'usine seraient transformés de fond en comble par une telle garantie. La dépendance humiliante à l'égard des supérieurs immédiats repose surtout sur le fait qu'ils peuvent premièrement donner du « mauvais boulot », deuxièmement contraindre à attendre, attendre les pièces, les outils, le réglage de la machine, mille petites choses nécessaires. S'être attiré la malveillance d'un régleur, c'est pour un ouvrier, pour une ouvrière, un malheur dont on a sans cesse l'occasion de ressentir l'amertume. Il suffit qu'un régleur ne change pas un outil usé, et il faut se crever pour suppléer à l'usure du métal, et le travail ralentit, et on loupe des pièces. D'autres fois, on doit attendre une heure; après, on se crève pour la rattraper, et on ne la rattrape pas. La garantie d'un salaire minimum atténuerait considérablement cette dépendance et, du même coup, les jalousies entre camarades qu'amène inévitablement un tel arbitraire. Telles seraient les conséquences morales inappréciables de cette revendication en apparence purement matérielle.

Par malheur, les obstacles auxquels se heurte cette revendication ne sont pas petits. Le salaire aux pièces n'est pas une institution arbitraire ; il a ses racines dans la structure de notre production industrielle. Il correspond à un genre de travail où la qualité n'est presque jamais en question, mais seulement la quantité, et où le rythme du travail n'est déterminé ni par la coordination naturelle des mouvements ni par la nature de l'ouvrage, mais seulement par une contrainte extérieure. Si, par la garantie d'un salaire minimum, le salaire aux pièces se trouvait pratiquement supprimé, cette contrainte ou bien disparaîtrait, ou bien prendrait une autre forme. Si elle disparaissait, si l'ouvrier pouvait renoncer à aller vite sans y perdre autre chose qu'une légère prime, il se produirait une diminution verticale du rendement. Il ne peut en être autrement. La cadence actuelle du travail inflige une souffrance physique et morale qu'on supporte uniquement par nécessité. C'est même plus qu'une souffrance, c'est comme un suicide moral de chaque instant. On ne se plie pas volontairement à une situation aussi inhumaine, on s'y plie contraint et forcé. Si la contrainte disparaissait, les ouvriers ralentiraient

considérablement le rythme du travail, et ils auraient raison. Seulement dans quelle mesure le régime de la production est-il compatible avec un tel ralentissement? Si au contraire la contrainte prenait une autre forme, ce serait presque à coup sûr la forme la plus cruelle de toutes, le renvoi et la menace du renvoi. Il existe depuis longtemps des usines où est institué le travail à l'heure avec primes très légères; seulement, le rendement de chaque ouvrier est continuellement contrôlé, et chacun travaille perpétuellement sous la menace d'être jeté sur le pavé. On ne peut rien imaginer de pire. Le problème n'est pas facile à résoudre.

Pourtant, dira-t-on, la garantie du salaire minimum est inscrite sur le contrat collectif. Mais non. C'est une erreur. Elle n'y est pas inscrite. Et ce qui est très grave, c'est que les ouvriers croient avoir obtenu cette revendication qui leur tient si profondément à cœur, alors qu'en fait ils ne l'ont pas obtenue. D'après l'article 19 du contrat collectif, les tarifs doivent simplement être calculés de manière qu'un travail «normal» permette de gagner plus que le salaire minimum. Un ouvrier travaillant plus lentement qu'il n'est «normal» pourra fort bien gagner moins que le soi-disant minimum. Le

contrat collectif prévoit seulement deux cas où un ouvrier devra toucher le salaire minimum même s'il n'a pas fait la quantité de pièces correspondante; à savoir d'une part s'il en est encore à la « période d'adaptation », d'autre part s'il a perdu du temps pour une cause indépendante de sa volonté. Pour bien comprendre la portée réelle de cette clause, il faut faire deux remarques. D'abord, le soin de définir le travail « normal » incombe à la direction, au bureau des temps, aux chronométrateurs, aux chefs d'atelier. Rien ne les empêche d'appeler « normale » la cadence réalisée par les plus costauds, les plus rapides, bref par les émules français de Stakhanov*.

* Il n'est pas neutre que Simone Weil se réfère ici à Stakhanov et non à Taylor. En effet, Stakhanov et le stakhanovisme frappèrent l'opinion publique française et jouèrent un rôle important dans les violentes controverses autour de l'URSS qui agitèrent la France à partir de 1936 (lire Jean-Paul Depretto, « La réalité du stakhanovisme ou Stakhanov par lui-même », *Revue des études slaves*, vol. 54, n° 3, 1982, p. 337-353). Mineur soviétique du Donbass, Alexeï G. Stakhanov (1905-1977) aurait, en août 1935, réalisé plusieurs fois la norme habituelle de productivité – ce qui justifia une augmentation du rendement dans l'industrie au nom de « l'émulation socialiste ». Ce dernier rejoignit par la suite la nomenclatura (ingénieur, directeur de mines, député au Soviet suprême). Dépouillé de sa mythologie prétendument « socialiste », le stakhanovisme, auquel il donna son nom, n'était qu'une version stalinienne du taylorisme. Il faut noter que les *Cahiers de Terre libre*, d'André Prudhommeaux, qui publièrent en brochure l'article de Simone Weil de *La Révolution prolétarienne* sur « la vie et la grève des ouvrières métallus » (n° 7, 15 juillet 1936) avaient,

Le contrat collectif n'accorde pas aux délégués d'atelier le droit de contrôler la détermination des normes. En second lieu, il est pratiquement tout à fait impossible, sauf exceptions, de contrôler les « pertes de temps indépendantes de la volonté de l'ouvrier ». Bien sûr, si un ouvrier doit attendre quatre heures qu'on ait fini de réparer sa machine, on peut lui donner un bon d'arrêt de quatre heures. C'est facile. Mais le plus souvent on perd du temps d'une tout autre manière. On appelle un régleur; il promet de venir dans cinq minutes; et il faut l'attendre parfois dix minutes, parfois une demi-heure, parfois une heure. On va au magasin chercher un outil, et on attend un quart d'heure. On a besoin du chef d'équipe pour avoir des pièces, et il est en train de causer avec quelqu'un; on ne se permet pas de le déranger, il faut attendre. On a besoin d'une caisse pour ranger les pièces usinées, on n'en trouve pas dans l'atelier, on cherche pendant vingt minutes, trois quarts d'heure, une heure. De tels incidents se produisent continuellement.

peu de temps auparavant, édité une autre brochure intitulée *De Taylor à Stakhanov – Le travail en URSS [documents]* (n° 2, 15 avril 1936) proposant une critique radicale du stakhanovisme d'un point de vue socialiste accompagnée d'extraits du *Droit à la paresse* de Paul Lafargue.

De sorte que les patrons ne peuvent, semble-t-il, avoir le choix qu'entre deux manières d'appliquer le contrat. Ou on ne tiendra compte que des pertes de temps massives, facilement contrôlables ; mais alors il n'y aura pas grand-chose de changé. Ou on chargera les chefs d'équipe et les régleurs d'un contrôle pratiquement impossible. En ce cas l'arbitraire et l'injustice seront encore accrus, la dépendance à l'égard des supérieurs immédiats rendue encore plus humiliante, la tension nerveuse, l'angoisse et la crainte accentuées. On se sentirait encore un peu plus esclave dans le travail**.

Il serait intéressant de savoir ce qui s'est passé en fait à cet égard depuis la reprise du travail. Je crois qu'un certain nombre de patrons, se rendant compte que l'effervescence ouvrière est loin d'être apaisée, ont jugé préférable de régler tous les bons coulés au salaire minimum. Mais cette générosité, dictée par la prudence, ne durera sans doute pas. Que se passera-t-il le jour où, dans chaque atelier, plusieurs ouvriers s'apercevront qu'ils ont touché moins que le salaire soi-disant garanti ? Protesteront-ils ? Il sera difficile au syndicat et aux délégués d'atelier de soutenir leur

* Deux variantes : EHP II, p. 565 et p. 565-566.

protestation, étant donné les clauses du contrat. Se soumettront-ils ? Ils auront alors le sentiment qu'on leur a escamoté leur victoire, qu'on les a dupés**.

Il est inutile de revenir sur le passé, mais il faut bien constater qu'à part l'institution des délégués ouvriers**, rien n'a été fait pour rendre la vie à l'usine moins accablante. Tout est à faire à cet égard, et le poids de cette tâche retombe tout entier sur les délégués d'atelier***. La question qui se pose présentement, c'est de savoir comment s'y prendre pour mettre les délégués en état de faire face à une responsabilité si lourde. Ce n'est pas

*EHP II, p. 566.

** La loi du 24 juin 1936 stipule que les conventions collectives doivent contenir des dispositions concernant « l'institution dans les établissements occupant plus de dix personnes de délégués élus dans [leur] sein par le personnel, ayant qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application du tarif de salaires, du code du travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité ». Lire LE CROM Jean-Pierre, *L'Introuvable Démocratie salariale. Le droit de représentation du personnel dans l'entreprise (1890-2002)*, Syllepse, 2003.

*** Du fait de l'imprécision du texte de la loi, le patronat adopte une vision très restrictive du rôle du délégué du personnel (pas de relations avec l'inspection du travail et le syndicat, pas de droit de regard sur la marche de l'entreprise, etc.). De son côté, Simone Weil plaide pour la subordination des délégués à l'égard des syndicats : il s'agit d'éviter que ceux-ci ne s'érigent en un pouvoir séparé, contrôlant de fait le syndicat au détriment de ses adhérents.

chose facile. Deux dangers sont à craindre ; l'un, que le délégué constitue simplement dans l'atelier un pouvoir qui s'ajoute aux autres, et qu'il fasse dans une certaine mesure dépendre ses interventions de ses sympathies personnelles ; l'autre, que les délégués dans leur ensemble deviennent dans une certaine mesure les instruments d'un parti. On peut même craindre encore d'autres choses plus graves. Mais peu importe. Ce qui importe, c'est de parer d'un coup à tous les dangers possibles en organisant l'action des délégués.

Il faut que l'action des délégués soit méthodique, réfléchie et coordonnée ; et il faut qu'elle soit étroitement subordonnée à un contact permanent avec les ouvriers. On aurait tort de croire que ce contact va de soi, du fait que les délégués sont des ouvriers eux-mêmes. Car à l'usine le contact entre les ouvriers est faible, et chacun est très seul ; la pudeur, la fierté, la timidité, le besoin de détourner la pensée des nécessités trop dures auxquelles on se plie, la difficulté d'exprimer ce qu'on ressent, tout conspire pour amener chacun à taire ses souffrances, et surtout ses souffrances les plus profondes. Il est très rare aussi qu'on se donne la peine de deviner les souffrances que le

voisin supporte en silence; on a bien assez des siennes propres, auxquelles on s'efforce d'ailleurs de penser le moins possible. Comme, à l'intérieur d'un même atelier, il y a beaucoup d'inégalités et des situations très différentes, l'ouvrier élu comme délégué ignorera nécessairement bien des choses. Les ouvriers, les ouvrières, viendront le trouver en hâte, à l'entrée ou à la sortie, et souvent n'auront pas le loisir de s'expliquer. Il ne fera sans doute pas toujours preuve de toute l'attention, de toute la compréhension désirables. Et bien des questions essentielles ne seront même pas abordées.

Le remède, à mon avis, est double. D'une part, au sommet, le syndicat devrait créer un cercle d'études dont les militants et les délégués d'atelier feraient obligatoirement partie, mais qui serait ouvert à tous les syndiqués. On y étudierait dans le plus grand détail toutes les questions se rapportant à la situation morale des ouvriers dans les usines, sans négliger, bien entendu, les souffrances purement physiques. On inviterait parfois des techniciens, pour tâcher d'élaborer avec eux des projets de réformes que les délégués pourraient ensuite proposer unanimement aux patrons. D'autres fois, on inviterait des médecins

pour étudier les questions d'hygiène. Mais le plus important serait de créer à la base, dans les usines, dans les ateliers, par équipes, des cercles d'études analogues, ouverts à tous sans distinction. Il faudrait ou obtenir des locaux dans l'usine même ou en trouver à proximité. Les réunions auraient lieu périodiquement et à date fixe. Le délégué y assisterait, mais serait là surtout pour écouter. Chacun pourrait venir dire ce dont il souffre tous les jours, raconter ces menus faits insignifiants pour les gens du dehors, mais qui constituent pour les ouvriers le tissu même de la vie quotidienne. Et tous ensemble chercheraient des solutions.

Je demande instamment aux militants syndicaux de réfléchir à cette suggestion. Je la crois importante à plus d'un égard. La joie de la victoire ne doit pas faire oublier que la situation est tragique. Pendant plusieurs semaines les ouvriers ont vécu dans les privations et les souffrances, bien sûr, mais aussi dans la joie, et fiévreusement tendus vers l'attente d'un avenir espéré. Depuis la reprise du travail, ils sont retombés dans cette vie morne où la journée se passe à attendre l'heure de la sortie, et la soirée, à essayer d'oublier qu'il y a un lendemain. Si le choc n'a pas été par trop

brutal, c'est qu'il a été amorti par le sentiment de la victoire, mais aussi par un reste d'espoir vague et sans objet. On attend on ne sait trop quoi. Toutes sortes de bruits circulent, comme il arrive toujours en usine. Cet état d'esprit peut être fécond, il peut aussi être très dangereux. Il peut en résulter des mouvements désordonnés ; il peut en résulter aussi, au cas où aucune action ne viendrait libérer cet élan, le désespoir qui prélude au fascisme ou à la guerre.

[Projet d'article, juin 1936*.]

* Ce texte est reproduit dans WEIL Simone, *Œuvres complètes (Écrits historiques et politiques II – L'expérience ouvrière et l'adieu à la révolution, juillet 1934-juin 1937)*, op. cit., p. 362-369.



QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES SUITES
DE LA DÉCLARATION DE SALENGRO

Salengro* a trouvé un « moyen approprié » pour faire rentrer dans l'ordre et l'obéissance les métallos de Montbéliard. Il n'a pas eu besoin de gardes mobiles. Les paroles lui ont suffi. Il serait intéressant de savoir quelles paroles. Qui le dira ?

Bien probablement, il leur a fait sentir qu'ils étaient tout seuls, abandonnés par les organisations dans lesquelles ils avaient mis leur confiance. Ils se sont soumis. Bien forcés. Et *Le Popu[laire]*** loue l'esprit de conciliation de la délégation ouvrière***. La conciliation a consisté à céder. Ils

*Député socialiste du Nord, Roger Salengro (1890-1936) était le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Front populaire; il se donna la mort à la suite d'une campagne de calomnies de la presse d'extrême droite.

***Le Populaire* était le journal quotidien de la SFIO.

*** Lire Daniel Mayer, « Le conflit de la métallurgie de Franche-Comté est terminé », *Le Populaire*, n° 4913, 25 juillet 1936, p. 4. Le journaliste écrivait précisément que l'accord intervenu sous l'égide du ministre socialiste était dû à « la volonté de Salengro et à l'esprit remarquable de conciliation de la délégation ouvrière ». Il soulignait également que « les métallurgistes n'ont nullement obtenu la totalité de leurs revendications, loin de là ».

ont obtenu de misérables augmentations, à peu près celles prévues par l'accord Matignon; mais il s'agissait de salaires « anormalement bas » et qui n'ont pas été rajustés... Salengro est parti au milieu des acclamations des ouvriers, dit *Le Popu[laire]*. Sans doute des acclamations du même genre que celles qui ont salué la fin du discours de Léon Blum le 14 juillet. Oui, le 14 juillet – personne ne l'a dit –, les métallos de Citroën, de Renault et d'ailleurs, dont la masse formidable couvrait la place, ont attendu dans un silence poignant ce que Blum allait dire du mouvement ouvrier; et les dernières phrases de son discours, qui confirmaient indirectement la déclaration de Salengro, ont été accueillies par un morne silence que n'a rompu aucun applaudissement.

Si les militants ne réagissent pas, les ouvriers reprendront en bien des endroits cette âme de vaincu qui a permis si longtemps au patronat de tout leur faire subir. Les ouvriers ont conquis une arme nouvelle, l'occupation des usines; ils ne doivent pas l'abandonner sous la pression du gouvernement.

La CGT doit soutenir les grévistes. On ne devrait pas voir des grévistes réduits, comme ceux

d'une certaine émaillerie d'Aubervilliers, à vivre des secours de Doriot*. Les militants responsables ne doivent pas exagérer la puissance des patrons auprès des ouvriers déjà trop disposés à la craindre. C'est ainsi que Savoie**, de l'Alimentation, expliquait aux grévistes de chez Say, en guise d'encouragement, que « M. de Tinardon est assez puissant pour dire m... à n'importe quel ministre », et cela même au moment où le gouvernement chassait ledit M. de Tinardon de la Banque de France***. Les militants ne doivent pas

* Secrétaire des Jeunesses communistes (1924), maire et député communiste de Saint-Denis, Jacques Doriot (1898-1945) fut exclu du PCF en 1934. Il fonda le Parti populaire français (PPF) fascisant en 1936 et devint un collaborateur actif sous l'Occupation.

** Ouvrier boulanger parisien, Auguste Savoie (1876-1949) fut, dans l'entre-deux-guerres, secrétaire de la Fédération de l'alimentation CGT, puis, après 1936, de la Fédération réunifiée jusqu'en novembre 1938. Il était alors proche de l'hebdomadaire *Syndicats* qui regroupait les anciens confédérés hostiles à l'influence communiste dans la CGT. Il participa, durant l'Occupation, à différentes instances du syndicalisme collaborationniste et fut exclu à vie des organisations syndicales à la Libération.

*** L'industriel Maurice-Alfred Tinardon (1870-1940), président des Raffineries Say, siégeait au Conseil de régence de la Banque de France qui comprenait 15 sièges; il fut supprimé par la loi du 24 juillet 1936 qui modifiait les statuts de la Banque pour donner aux pouvoirs publics des moyens d'intervenir dans sa gestion afin de mener une politique économique au nom de l'intérêt général.

non plus, comme l'influence de Maurice Thorez* pourrait y amener certains d'entre eux, pousser les ouvriers à se sacrifier au gouvernement et au Sénat « républicain ».

Si les organisations syndicales abandonnaient les ouvriers, il y aurait des réactions assez vives et peu agréables pour bien des gens...

La Révolution prolétarienne,
n° 228, 10 août 1936.

* Secrétaire général du PCF (de fait à partir de juillet 1930 et en titre en janvier 1936), Maurice Thorez (1900-1964) déclare en juin 1936 qu'il faut « savoir terminer une grève », tandis que le PCF joue un rôle modéré jusqu'à l'été 1939. Il réside à Moscou de novembre 1939 à novembre 1944.

LA DÉCLARATION DE LA CGT

La situation sociale en France est grave. Après le grand mouvement de juin, qui avait emporté par sa puissance jusqu'à la résistance morale de certains patrons, est-ce à présent le reflux? En tout cas, le patronat a visiblement repris sa faculté de manœuvre, la classe ouvrière s'énerve; l'opinion publique est flottante; les organisations ouvrières manquent de fermeté. L'atmosphère générale est bien changée depuis quelques mois. Attention aux conséquences!

La CGT lance un appel au calme. Nous ne voulons pas ici faire de polémique facile. Il est trop aisé d'être perpétuellement extrémiste. Pourtant la faiblesse des organisations ouvrières serait désastreuse en ce moment. Il ne faut pas faire des grèves continuelles; il ne faut pas non plus abandonner l'arme de la grève. La déclaration de la CGT est inquiétante à cet égard.

La situation est claire. Deux dangers menacent en ce moment le mouvement ouvrier. L'un de ces dangers, c'est que l'agitation dans les usines et les

chantiers ne fatigue la partie la moins combative de la classe ouvrière, n'exaspère la paysannerie, qui comprend mal les mouvements ouvriers, ne rejette à droite les petits-bourgeois des villes. Les fascistes auraient beau jeu alors pour s'emparer du pouvoir, avec ou sans guerre civile. Il ne faut pas oublier ce danger. Il est encore bien plus grave s'il y a agitation provoquée et fomentée par un parti dans l'intérêt de manœuvres politiques inavouables, et contraires à l'intérêt de la classe ouvrière. Pour parler plus clairement, le parti communiste a intérêt à maintenir une effervescence permanente dans les usines, pour avoir un moyen de chantage sur le gouvernement en politique extérieure. Les patrons de combat, de leur côté, ont intérêt à ce qu'un désordre permanent vienne effrayer la population, et rejeter au fascisme tous ceux qui ne sont pas consciemment révolutionnaires. La classe ouvrière ne doit donc pas servir de masse de manœuvre, ni aux uns ni aux autres.

L'autre danger n'est pas moins grave. C'est que la classe ouvrière n'abdique la force et la dignité qu'elle a conquises en juin. Il ne faut jamais oublier que le mouvement de juin était un sursaut de dignité. Les ouvriers ont voulu une fois compter

pour quelque chose. Ils ont réussi. Ils comptent pour quelque chose. Mais ils ne compteraient de nouveau pour rien s'ils remettaient tous leurs droits aux « procédures de conciliation et d'arbitrage » que la CGT propose de substituer à la grève et au lock-out*. L'expérience n'est pas à faire; elle a été faite. Les syndicats allemands avaient adopté l'arbitrage obligatoire et ce fameux préavis de huit jours en cas de grève inscrit, hélas, dans les contrats collectifs. Le préavis de huit jours s'est trouvé être, comme ici, inapplicable; il brise l'arme de la grève entre les mains des ouvriers. Et l'arbitrage obligatoire, en remettant toute la vie sociale aux mains de l'État, prépare les ouvriers à accepter ce qui est à nos yeux le plus grand mal, l'État totalitaire.

De plus, les ouvriers renonceraient à leurs aspirations les plus profondes, à ce qui constitue obscurément leur raison d'être et de lutter, s'ils acceptaient, selon les termes de la CGT, de « mettre sur le même plan droit de travail et droit de propriété ». Est-ce bien une organisation ouvrière qui

* Afin de limiter les conflits sociaux, une procédure d'arbitrage obligatoire aboutit au vote d'une loi sur le sujet en décembre 1936. Elle avait été vivement dénoncée dans les milieux syndicalistes révolutionnaires. Par exemple : G. Duchêne, « Arbitrage obligatoire », *La Révolution prolétarienne*, n° 236, 10 décembre 1936, p. 11.

a prononcé ces mots? Le travail, cela représente les hommes qui peinent. La propriété, cela représente des choses, de la pierre, du bois, du métal. L'éternelle revendication ouvrière, c'est qu'on ait enfin un jour plus d'égard aux hommes qu'aux choses.

Cette aspiration à la dignité se traduit ces temps-ci par la lutte concernant les licenciements. Les licenciements, c'est le point central des conflits actuels. Il y a là une difficulté presque insoluble, pour laquelle les contrats collectifs n'apportent aucun secours. D'un côté, tant qu'il y a des patrons, on ne peut pas leur ôter la possibilité de renvoyer un ouvrier. D'un autre côté, les ouvriers ne peuvent plus accepter d'être à la merci du patron. S'ils l'acceptaient, ils renonceraient du même coup à leur dignité nouvellement conquise, à leur liberté, à leurs organisations, à tous leurs droits. Le patron peut tout obtenir par l'arme du renvoi.

Les ouvriers ne renoncent pas. Nos camarades de chez Sautter-Harlé nous l'ont courageusement montré*. L'effervescence dans les chocolateries de même**.

* Lire le dossier « Des lendemains qui déchantent » qui reproduit deux articles de *La Révolution prolétarienne* sur la grève de Sautter-Harlé dans *Agone*, n° 50, 2013, p. 185-196.

** Daniel Guérin décrit le « reflux » qui suit les grèves de

Mais il ne faut pas que la résistance prenne la forme d'une lutte dispersée, qui favoriserait les manœuvres provocatrices soit du parti communiste, soit des patrons.

Il n'y a qu'une solution, en ce moment, à ces dangers, à ces contradictions, à ces difficultés. Action syndicale énergique prudente, méthodique, coordonnée en vue d'un objectif bien défini : le contrôle ouvrier.

Le Libéraire, 23 octobre 1936.

mai-juin 1936, dans un contexte où bureaucrates syndicaux comme dirigeants communistes ou socialistes crient « haro sur les grèves ». Il rappelle ainsi que, le 7 octobre, « 250 gardiens de la paix forcèrent la porte de la chocolaterie des Gourmets, rue Violet, à Paris, dans le XV^e arrondissement, et après une dure bagarre, en expulsèrent les occupants. Un précédent redoutable était créé », conclue-t-il. (*Front populaire, révolution manquée*, op. cit., p. 188).

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| PRÉFACE. SOUFFLER SUR LES ÉTINCELLES | 7 |
| LA VIE ET LA GRÈVE DES OUVRIÈRES MÉTALLOS | 21 |
| LA VICTOIRE DES MÉTALLOS | 49 |
| QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES SUITES DE LA DÉCLARATION DE SALENGRO | 67 |
| LA DÉCLARATION DE LA CGT | 71 |

Simone WEIL
Grèves et joie pure

Édition préparée par
Bruno BARTKOWIAK,
Charlotte DUGRAND,
Charles JACQUIER,
Nilala HADDADI
et Nicolas NORRITO

Graphisme et maquette
par www.brunobartkowiak.com

Éditions Libertalia
12, rue Marcellin-Berthelot
93100 Montreuil
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292

Diffusion et distribution
HARMONIA MUNDI *livre*

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or à Clermont-Ferrand
le 28 mai 2018
Deuxième tirage : du 2501^e au 3500^e exemplaire
Dépôt légal : 2^e trimestre 2016
Imprimé en France*